



Politique anticorruption d'Apple

La corruption peut prendre de nombreuses formes, mais elle se traduit le plus souvent par des pots-de-vin. Chez Apple, nous ne tolérons aucune forme de corruption dans le cadre de nos transactions commerciales. Si vous avez des doutes quant à la marche à suivre, ou pour déterminer si une situation précise constitue une corruption, contactez le service Business Conduct.

Pots-de-vin

Un pot-de-vin consiste à offrir ou accorder un « élément de valeur » à une personne dans le but d'obtenir ou de conserver un marché ou de s'assurer un avantage inapproprié.

Vous ne pouvez offrir ou recevoir des pots-de-vin de personne, qu'il s'agisse d'un agent public ou d'une entité privée.

Le terme « élément de valeur » englobe les espèces et valeurs assimilables, telles que les cartes-cadeaux, les cadeaux, les repas, les voyages et les divertissements, et peut également inclure une promesse ou une garantie de quelque chose de valeur. Un élément de valeur peut également être une offre d'emploi. Apple n'offre aucun emploi (y compris stages et postes contractuels) afin d'obtenir ou de conserver des affaires ou d'acquérir un avantage commercial. Veuillez consulter le document intitulé Anti-Corruption Recruiting Policy pour obtenir des informations supplémentaires.

Les cadeaux d'entreprise raisonnables et ordinaires, les repas et l'hospitalité offerts dans un but commercial légitime peuvent être autorisés par les lois anticorruption internationales et locales, mais doivent être fournis conformément à la politique d'Apple. Veuillez vous reporter à la politique Business Conduct d'Apple pour obtenir des informations supplémentaires.

Les **commissions occultes** sont un type de pots-de-vin dont on parle lorsque de l'argent ou un élément de valeur est offert à quelqu'un pour fournir quelque chose à une tierce partie. Cette tierce partie peut solliciter des renseignements, une remise ou une faveur. Comme tous les autres pots-de-vin, les commissions occultes peuvent être sous forme d'espèces ou valeurs assimilables, de cadeaux, de repas et de divertissements. Les commissions occultes ne sont pas autorisées et sont strictement interdites par Apple.

Les **paiements de facilitation** sont un type de pots-de-vin généralement utilisé pour faciliter ou accélérer l'exécution d'une action gouvernementale ordinaire non discrétionnaire. Les paiements de ce type sont généralement exigés par des fonctionnaires de bas niveau pour la prestation d'un service qui fait normalement partie de leurs fonctions courantes. Ces paiements ne sont

pas autorisés et sont strictement interdits par Apple. Des exceptions peuvent être faites dans des circonstances qui constituent une menace imminente pour la santé ou la sécurité, et ces situations doivent être immédiatement signalées au service Business Conduct.

Des frais d'accélération de dossier, publiés, correctement documentés et versés directement à un gouvernement ou à un organisme d'État, ne sont généralement pas considérés comme un paiement de facilitation en vertu des lois anticorruption. Par exemple, payer une redevance pour accélérer une demande de passeport, livrer un paquet ou traiter des formalités administratives telles que des visas, n'est pas considéré comme un paiement de facilitation dans le cadre des lois sur la corruption, à condition que ces redevances soient versées à une entité (et non à un individu) et soient publiées ouvertement. Si vous avez une question pour savoir si un paiement est permis, contactez le service Business Conduct.

Fonctionnaires

Un « fonctionnaire » est une personne rémunérée par des fonds publics ou qui occupe une fonction publique. Il s'agit des personnes qui travaillent pour une administration locale, régionale ou nationale, ou pour une organisation publique internationale, ainsi que des employés d'écoles publiques (détenues ou dirigées par l'état), d'hôpitaux et d'entreprises publiques. Les employés de ces organisations sont considérés comme des fonctionnaires quel que soit leur titre ou leur poste. Dans certains cas, il peut être difficile de déterminer si une personne est un fonctionnaire, surtout si vous interagissez avec elle dans une capacité non gouvernementale. Si vous n'êtes pas sûr, contactez le service Business Conduct pour demander conseil.

Dans de nombreux cas, il existe des directives spécifiques concernant les cadeaux, les repas, les voyages et les divertissements offerts aux fonctionnaires. Ces directives s'appliquent généralement aussi aux membres de la famille immédiate d'un fonctionnaire. Les cadeaux et les repas offerts aux fonctionnaires des États-Unis doivent être conformes à la Politique en matière d'éthique pour les événements impliquant des employés ou fonctionnaires du gouvernement ou du secteur public. Les repas proposés à des fonctionnaires non américains doivent se conformer au tableau « Limites autorisées pour les repas d'affaires offerts aux représentants officiels non américains » publié par pays.

Si la législation locale le permet, Apple peut verser des frais de déplacement raisonnables aux fonctionnaires qui sont directement impliqués dans la promotion, la démonstration ou l'explication de produits et services. Cependant, de tels frais de déplacement doivent être pré-approuvés par le service Business Conduct ou le service juridique. Si vous organisez un événement où sont invités des fonctionnaires, vous devez suivre la Politique en matière d'éthique pour les événements impliquant des employés ou fonctionnaires du gouvernement ou du secteur public.

Tierce partie

Apple peut être jugée responsable de pots-de-vin, de commissions occultes et/ou de paiements de facilitation effectués par des tierces parties en relation avec les activités d'Apple. Les tierces parties ont également l'obligation de veiller à ce que leurs tiers, tels que les sous-traitants ou agents, comprennent et respectent cette Politique et les lois anticorruption applicables. Il est interdit d'utiliser des tierces parties pour contourner les lois ou la présente Politique. L'ignorance délibérée ne constitue pas une défense.

Avant d'engager une tierce partie qui interagira avec le gouvernement ou des fonctionnaires au nom d'Apple, contactez globalcompliance@apple.com pour évaluer si nous devons prendre des mesures supplémentaires en matière de devoir de diligence. Veuillez consulter la Politique sur le devoir de diligence pour obtenir des informations supplémentaires.

Prêtez attention aux signaux d'alarme suivants lorsque vous traitez avec des tierces parties et des sous-traitants, et alertez le service Business Conduct si vous remarquez l'un d'entre eux :

- Rumeurs ou réputation de corruption
- Détails minimes sur les factures ou demandes de remboursement de frais concernant des interactions avec des fonctionnaires ou des organismes gouvernementaux, y compris des demandes de sommes forfaitaires, des demandes de commissions ou paiements importants, ou des paiements effectués par l'intermédiaire d'une tierce partie ou d'un autre pays
- Relation étroite avec un fonctionnaire ou un ministère, ou insistance à utiliser un consultant spécifique ou qui fournit peu ou pas de valeur ajoutée évidente.

Comptes précis et contrôles internes

Apple est légalement tenue de tenir des comptes précis qui reflètent exactement et fidèlement toutes les transactions de la société, et de maintenir un système adéquat de contrôles comptables internes. Ceci implique de conserver les pièces justificatives et les autorisations appropriées.

Assurez-vous que tous les documents pertinents (y compris les factures, les notes de frais et tout autre document commercial) reflètent fidèlement la transaction. Ne faites pas de fausses déclarations, n'omettez aucune information et ne modifiez aucun document ou rapport, de quelque manière que ce soit. Fournissez le plus de détails possible. Lors de toute interaction avec des fonctionnaires ou des organismes gouvernementaux, assurez-vous de fournir une description détaillée des services rendus, y compris les détails des services fournis et/ou des tâches exécutées, les interactions avec le gouvernement et une ventilation détaillée des coûts. Il n'est pas acceptable de fournir simplement

une description limitée comme « construction et gestion de projet », « certification de produit » ou « frais de conception ».

Si vous êtes confronté à une demande de pot-de-vin ou à une offre de commission occulte, vous devez refuser. Expliquez que ces types de paiements sont illégaux et vont à l'encontre de la politique d'Apple, et signalez l'incident au service Business Conduct.

Signaler des violations potentielles ou réelles

En cas de doute quant à la légitimité d'une décision ou d'une démarche particulière, consultez le service Business Conduct. Surveillez étroitement les tierces parties, en particulier si elles interagissent avec des fonctionnaires au nom ou pour le compte d'Apple. Tout employé qui a connaissance d'une conduite répréhensible ou d'activités suspectes, y compris de violations éventuelles de cette Politique et de la loi, doit immédiatement signaler cette conduite au service Business Conduct ou au service juridique.

Questions

Toutes les questions relatives aux informations contenues dans cette Politique doivent être adressées au service Business Conduct.

Les représailles ne sont pas tolérées

Apple n'exercera ni ne tolérera de représailles envers une personne qui dépose une plainte de bonne foi à la direction, au service des ressources humaines, au service juridique, à l'audit interne, au service financier ou au service Business Conduct, ou suite à sa participation à une enquête consécutive à une réclamation.